

La plupart des acronymes utilisés sont expliqués en fin d'ouvrage.

Préface	7
---------	---

INTRODUCTION

La démarche Zero Waste, un projet territorial	11
--	-----------

Une définition de la démarche Zero Waste territoriale	11
---	----

Pourquoi se lancer dans l'aventure ?	13
--------------------------------------	----

Une opportunité à saisir	14
--------------------------	----

PARTIE 1

Les 9 chantiers pour engager son territoire sur la voie du Zero Waste	17
--	-----------

Chantier n° 1 – S'attaquer au plastique et aux emballages jetables	20
--	----

Chantier n° 2 - Mettre en place une solution pour les biodéchets	32
--	----

Chantier n° 3 – Adopter la tarification incitative	46
--	----

Chantier n° 4 – Accompagner les initiatives dans le champ de la réutilisation et du réemploi	54
--	----

Chantier n° 5 – S'attaquer au gaspillage alimentaire	61
--	----

Chantier n° 6 – Promouvoir les textiles sanitaires réutilisables	64
--	----

Chantier n° 7 – Généraliser le tri à la source	68
--	----

Chantier n° 8 – Agir <i>via</i> la commande publique de fournitures, services et travaux	76
--	----

Chantier n° 9 – Accompagner les initiatives entrepreneuriales en matière d'économie circulaire	81
--	----

CAHIER CENTRAL

La gestion des déchets au niveau local : l'essentiel à savoir	87
--	-----------

En image : L'organisation de la gestion des déchets	88
---	----

L'essentiel... sur la collecte des déchets	92
--	----

L'essentiel... sur le traitement des déchets	96
--	----

Les indicateurs de performance pour situer son territoire	101
---	-----

En image : Panorama des performances des territoires français	104
---	-----

L'essentiel... sur les coûts	106
------------------------------	-----

PARTIE 2

La méthode : comment transformer le Zero Waste en projet politique	113
---	------------

Créer les conditions du changement	114
------------------------------------	-----

Mobiliser les habitants	127
-------------------------	-----

Économie et emplois : l'équation globale	135
--	-----

CONCLUSION	143
-------------------	------------

Annexes	147
----------------	------------

Préface

NOUS DEVONS RÉVOLUTIONNER LA POLITIQUE LOCALE DE GESTION DES DÉCHETS !

Publié au sein du Guide pratique pour révolutionner la gestion locale des déchets un peu moins d'un an avant les élections municipales, ce texte est un appel à changer notre regard sur le thème de la gestion de nos déchets. Il appelle à faire de la démarche Zéro Déchet un pan important des politiques publiques locales, ainsi qu'un sujet de débat lors des échéances électorales à venir. Il a été signé par des élus locaux engagés sur cette thématique, issus de familles politiques et de territoires divers.

La politique locale de gestion des déchets souffre depuis trop longtemps d'une approche strictement gestionnaire. Dans l'après-guerre et tout au long de la seconde partie du xx^e siècle, les communes puis les intercommunalités ont tenté de s'acquitter au mieux d'une charge peu valorisante, celle de maîtriser une nuisance considérée comme inéluctable et liée à l'augmentation de notre niveau de vie. On cherchait alors les « moins pires » des solutions.

Cette approche a évolué dans le courant des années 1990, avec le développement du tri et du recyclage et, surtout, depuis la dernière décennie, avec l'arrivée des premiers programmes locaux de prévention des déchets, dont l'objectif est de limiter en amont la production de déchets plutôt que de gérer ensuite les flux d'ordures. Cependant, le fonctionnement classique du service public de collecte et de gestion des déchets restait – et reste encore à ce jour – trop souvent inchangé. D'un point de vue budgétaire et humain, l'essentiel des ressources continue d'être consacré à la collecte et au traitement des déchets. Surtout, le service déchets agit en général de manière très indépendante des autres services de la collectivité, avec l'objectif d'être le plus discret possible.

La prise en charge des déchets ne doit pas perturber les autres activités de la cité, ni coûter trop cher. Elle est considérée comme réussie dès lors que la ville est propre, et que les exutoires polluants sont correctement exploités, à distance raisonnable des habitations. Autrement dit, le meilleur déchet est celui qu'on ne voit pas. On la perçoit – à tort – comme écologique dès lors que l'on réussit à transformer l'incinérateur en centre de valorisation énergétique et que le taux de recyclage atteint un certain seuil. Autrement dit, le meilleur déchet est celui qui est recyclé ou « valorisé ».

Nous croyons au contraire que la politique déchets doit être visible et changer de perspective, pour s'affirmer comme le moteur d'un projet territorial à part entière. Nous entendons rompre avec la recherche de la « moins pire » des solutions, pour construire un système dont le point de départ n'est pas la maîtrise d'une nuisance, mais la recherche du meilleur moyen de préserver une ressource existante. Ainsi, avant de chercher à faire de nos déchets des ressources, notre priorité est de ne pas transformer nos ressources en déchets. Autrement dit, le meilleur déchet est celui qu'on ne produit pas.

En France et ailleurs dans le monde, des agents, des citoyens et des élus, dont nous faisons partie, travaillent d'ores et déjà à concrétiser la philosophie Zero Waste à l'échelle de politiques territoriales concrètes. Ces politiques sont transversales et revêtent de multiples dimensions. Elles impliquent d'encourager l'émergence de nouveaux modes de consommation et la création d'activités locales d'économie circulaire. Elles supposent de généraliser le tri à la source des matières, à commencer par nos déchets alimentaires, de réduire l'énergie grise et le « sac à dos écologique » de la consommation, de récompenser les comportements vertueux des citoyens ou des entreprises, de mettre en cohérence l'ensemble des politiques de la collectivité, notamment les achats publics, avec l'objectif affiché. Et bien sûr, il s'agit de mobiliser, de sensibiliser, d'impliquer un public toujours plus large dans la démarche.

Engagés depuis plusieurs années dans le déploiement, l'accompagnement et la diffusion de ces politiques, nous avons pu constater leur effet d'entraînement sur l'ensemble du territoire. Nous sommes témoins de l'engouement des habitants et autres usagers, lorsqu'une nouvelle solution leur est proposée, qui combine bons sens écologique et économique. Nous en observons déjà les bénéfices additionnels, au-delà de l'intérêt environnemental : amélioration du cadre de vie,

avantages pour la santé de certaines nouvelles pratiques de consommation, synergies avec les objectifs des autres politiques locales (mobilité, scolarité, propreté, construction, développement économique), animation du territoire.

Qu'elles s'affichent ou non sous la bannière du « Zéro Déchet, zéro gaspillage » ou de l'économie circulaire, cette vision et la démarche qui en découle relèvent d'un choix politique. Elles impliquent en effet des remises en question, des arbitrages financiers importants, une implication forte de la part des élus locaux, sur le long terme. Si la mise en œuvre de certaines de ces décisions restera d'ordre technique et bénéficiera d'ailleurs de nombreux retours d'expérience, l'impulsion ne peut être donnée uniquement par les agents d'une collectivité, même les mieux formés. Il leur faut le soutien des habitants et de leurs représentants.

La période électorale qui s'amorce est donc l'occasion de mettre ces choix au débat public, et de faire des prochains mandats locaux une période de transition nette vers le Zéro Déchet. Six années sont suffisantes pour inverser la tendance. Il s'agit non seulement de faire face urgemment et avec responsabilité à la crise environnementale actuelle, mais aussi de saisir cette extraordinaire occasion de créer plus de liens, de bien-être, de valeur et de résilience sur nos territoires.

Émeline Baume (conseillère déléguée aux déchets de la métropole de Lyon), Françoise Galliou (3^e vice-présidente du Sybert, en charge de la prévention), Alexandre Garcin (adjoint au maire de Roubaix, délégué au Développement durable), Christine Gardan (présidente du Smictom des pays de Vilaine), Syloain Guinaudie (président du SMICVAL libournais Haute-Gironde), Antoinette Guhl (adjointe à la mairie de Paris, chargée de l'Économie sociale et solidaire, de l'Innovation sociale et de l'Économie circulaire), Michel Knoerr (président du syndicat mixte Thann Cernay), François Marchetti (président de la communauté de communes de Calvi-Balagne), Alain Marois (président du réseau Compostplus), Matthieu Orphelin (député de la 1^{re} circonscription du Maine-et-Loire), Nicolas Soret (président du Syndicat des déchets du Centre-Yonne et président de la commission déchets de l'association des maires de France) et Frédéric Vigouroux (maire de Miramas).

Introduction

LA DÉMARCHE ZERO WASTE, UN PROJET TERRITORIAL

Le « Zéro Déchet » ou « Zero Waste » a connu une progression considérable ces dernières années, au point de s'imposer comme un mot d'ordre dans le quotidien de nombreuses familles, désireuses de réduire leur production de déchets et l'impact environnemental qui en résulte. Mais, loin de se limiter à la sphère privée ou entrepreneuriale, le Zero Waste est aussi un projet politique. Celui-ci acquiert tout son sens quand il est mené à l'échelle locale, où sont prises les décisions relatives à la gestion des déchets qui influent, par extension, sur la consommation des ressources.

Dans ce domaine, depuis une dizaine d'années, des territoires pionniers ont ouvert la voie en France et en Europe : Trévisé et Capannori en Italie, Besançon et Roubaix en France... Si aucun de ces territoires n'est encore parvenu à produire *zéro* déchet, leur capacité d'innovation et leurs résultats impressionnants en font sans nul doute des sources d'inspiration. Surtout, ils illustrent à merveille l'une des devises de la démarche Zero Waste : « Toujours contents, jamais satisfaits ». En d'autres termes : célébrons les succès obtenus... mais sans nous arrêter en si bon chemin !

Une définition de la démarche Zero Waste territoriale

Le présent ouvrage a pour objectif de décrire les principes, la mise en œuvre et les résultats de la démarche Zero Waste appliquée à l'échelle locale. En première approche, il est possible de retenir quatre caractéristiques pour la définir et éventuellement la distinguer d'autres démarches :

Elle vise la réduction de tous les déchets

Son objectif est simple : réduire la production de tous les flux de déchets, y compris les recyclables, afin de préserver au mieux les ressources des territoires et les pollutions induites par les activités de production sur l'ensemble de la planète.

Elle est collective et globale

Projet territorial à part entière, la démarche Zero Waste implique non seulement les acteurs traditionnels – publics et privés – de la gestion des déchets, mais aussi tous ceux qui, au sein d'une collectivité locale ou main dans la main avec elle, ont la possibilité d'agir sur la production de déchets et leur devenir. Pour être efficace, elle doit être généralisée et pensée de manière globale.

Elle est révolutionnaire

Au sens d'une transformation profonde, sur un temps limité et impliquant une remise en question des habitudes et organisations établies – dont celle du service public de gestion des déchets –, la démarche Zero Waste peut représenter une véritable révolution locale. Le virage qualitatif qu'elle suppose peut intervenir après un électrochoc (une pollution environnementale, par exemple), face à une échéance urgente (l'arrivée en fin de vie d'une usine ou la saturation d'une décharge), ou encore être le fruit d'un travail de sensibilisation intense et sans relâche.

Elle exige de l'audace

S'engager dans la démarche Zero Waste, c'est décider d'emprunter un chemin à la fois balisé, inexploré et sans fin ! Les nombreux retours d'expérience disponibles – dont ceux présentés plus loin – permettent de lancer très rapidement certains chantiers incontournables, sans risquer de faire de graves erreurs. Pour les assembler et aller encore plus loin, il faudra cependant relever sans cesse son niveau d'ambition, accepter d'expérimenter et de se tromper, de se rapprocher de l'objectif sans jamais l'atteindre pleinement.

Pourquoi se lancer dans l'aventure ?

Si elles naissent souvent d'une prise de conscience de l'urgence d'agir face à ces enjeux environnementaux, les motivations à initier ou à poursuivre une démarche Zero Waste à l'échelle territoriale peuvent aussi être économiques et sociales. La création d'emplois et d'activités locales et fortes de sens constitue en effet une dimension non négligeable de la mise en œuvre locale de la démarche.

La nécessité pour les collectivités de maîtriser, voire de réduire certains coûts renforce aussi la pertinence et l'urgence de s'engager dans cette voie, les dépenses entraînées par la gestion des déchets ayant été multipliées par plus de quatre en France depuis le début des années 1990¹.

Les résultats affichés par les territoires pionniers en la matière donnent une idée de ce que l'on peut attendre d'une approche ambitieuse. La province de Trévis, en Italie, est ainsi descendue à 52 kg de déchets résiduels par an et par habitant en 2015 (contre 261 kg par an et par habitant en moyenne en France²) et poursuit depuis ses efforts ; en France, une centaine de collectivités locales ont réussi à diminuer leur production de déchets résiduels au-dessous de 150 kg par habitant, et une vingtaine d'entre elles sont même en dessous de 100 kg³.

La réussite de la démarche se traduit à la fois par la réduction des déchets et des coûts associés, et laisse souvent observer des changements rapides. La révolution peut se dérouler dans l'espace-temps d'un mandat local : ce fut le cas pour la ville de Parme (Italie), de 2012 à 2016. En quatre ans, la quantité de déchets résiduels a chuté de près de 60 % (283 kg en 2011, 117 kg en 2016) grâce à une très forte augmentation de la collecte séparée et aux efforts de prévention menés par l'équipe municipale.

1. Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), *Déchets. Chiffres-clés*, 2017. L'Ademe est un établissement public d'État, à caractère industriel et commercial. Parmi ses nombreuses activités, elle pilote et finance des projets, conduit des recherches et collecte des données.

2. Ademe, *Déchets. Chiffres-clés*, 2018, p. 11.

3. Voir l'enquête menée par Zero Waste France « Quelles intercommunalités françaises produisent le moins de déchets ? », www.zerowastefrance.org/enquete-intercommunalites-performantes.

Une opportunité à saisir

Le choix de publier ce livre un an avant les élections municipales n'est pas dû à un hasard. S'il s'adresse bien sûr à l'ensemble des personnes souhaitant mieux comprendre ce qui constitue une démarche Zero Waste à l'échelle locale, il est tout particulièrement destiné aux candidats, aux élus locaux et à tous ceux (techniciens, électeurs, amis...) qui les accompagnent et les conseillent.

Nous espérons que cet ouvrage, tout en transmettant des clés concrètes pour agir, fera naître de l'enthousiasme, des vocations et une créativité renouvelée dans les territoires, autour d'un sujet parfois encore réduit à sa dimension de salubrité ou de maîtrise d'une nuisance, là où il touche au contraire aux modes de vie et aux habitudes de consommation, à la création d'emplois locaux et de valeur, à l'amélioration du cadre de vie, etc.

D'expérience, de créativité et d'énergie, de nombreux territoires sont déjà riches : il faut aujourd'hui essaimer, dupliquer, déployer... bref, faire connaître ces projets et ces méthodes qui fonctionnent déjà dans de nombreux endroits.